

# Six ans après, le G1000 a laissé des traces

## CITOYENNETÉ L'idée de consulter des particuliers a fait son chemin

► Le Crisp a consacré un « *Courrier hebdomadaire* » à ce large panel citoyen  
 ► Même si ses recommandations sont restées lettres mortes, il a marqué les esprits et la façon de concevoir le fonctionnement de la démocratie.  
 ► Mais il reste du chemin...

C'était voici six ans : le 11 novembre 2011 se tenait le G1000, une expérience de participation citoyenne inédite. Dans une Belgique qui attendait un gouvernement fédéral depuis plus de 500 jours, un millier de citoyens étaient invités à réfléchir, échanger et débattre sur une série de thématiques. Au final, 704 avaient répondu à l'invitation, sans compter les dizaines de « G off » organisés à travers le pays. Ensuite, le G32, toujours composé de citoyens tirés au sort, avait été chargé de transformer le fruit des délibérations en recommandations concrètes. Un moment de démocratie participative ascendant inédit. Auquel est consacré le dernier *Courrier hebdomadaire* du Crisp (Centre de recherche et d'information socio-politiques).

Six ans plus tard, que reste-t-il de cet événement ? « *D'abord l'idée, commente Min Reuchamps (UCL), un des auteurs du Courrier. Elle est bien plus présente aujourd'hui qu'il y a cinq ans. Nous l'avons mesuré par des enquêtes. Il y a cinq ans, à peu près un quart des personnes*

*sondées connaissait le G1000 ; aujourd'hui, elles sont au moins un tiers.* » Et le principe du panel par tirage au sort a fait des petits, en Belgique et ailleurs, complète le politologue louvaniste : après le Parlement wallon (sur le vieillissement) et celui de la Communauté française (sur l'Europe), le pouvoir législatif bruxellois bouclait ce dimanche ses échanges sur le thème de la mobilité. « *Faire participer le citoyen aux délibérations est désormais quelque chose de plus prégnant, de plus évident* », constate Min Reuchamps.

Ensuite, le G1000 en lui-même s'est dissous. Mais un groupe plus restreint de citoyens a poursuivi le travail de réflexion et de diffusion. « *Il joue davantage un rôle d'influenceur et de soutien aux différents processus* », poursuit le politologue.

Il y a donc un avant et un après G1000. Un bémol, toutefois : l'implication citoyenne reste délibérative et non décisionnelle. Car subsiste l'idée, au sein du monde politique, que la règle reste la démocratie représentative, la participation étant l'exception (sauf dans le domaine de la concertation sociale, par exemple, via les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs).

**Le G1000, expérience inédite, n'est pas voué dans l'immédiat à être répété**

Mais les lignes bougent. En mai dernier, rappelle Min Reuchamps, « *Christie Morreale (PS) avait proposé que les votes nuls et blancs soient utilisés pour envoyer siéger des citoyens tirés au sort au parlement et cela n'avait fait hurler personne au sein de*

*son parti* ».

Côté efficacité, le constat est moins réjouissant : les recommandations du G1000 n'ont, pour ainsi dire, été suivies d'aucun effet. « *C'est dommage mais c'est compréhensible, car le monde politique n'avait rien demandé* », souligne le professeur de sciences politiques. Et une des

recommandations était d'ailleurs de renforcer ce lien entre citoyens et politiques. Et puis, si un parti ou un gouvernement avait repris ces recommandations à son compte, on aurait parlé de récupération et cela aurait décrédité le processus. Par contre, observe-t-il, il serait malvenu de la part des élus de ne pas tenir compte des conclusions des différents panels qu'ils ont organisés.

Le *Courrier hebdomadaire* aborde également un reproche souvent formulé à l'égard des panels participatifs : le conflit, présent au sein de la société, où les intérêts et les antagonismes sont nombreux, serait absent des débats, qui aboutissent en général au consensus. « *On pourrait le croire, mais les conflits prennent en fait une forme différente de celle que l'on connaît*, assure Min Reuchamps. *C'est une conflictualité interpersonnelle, entre des personnes qui pensent différemment et à qui on demande de s'écouter et de dialoguer. Mais il y a des positions dures qui sont le reflet de la diversité de ces groupes composés de gens qui n'auraient jamais été amenés à débattre entre eux sans le tirage au sort.* » Et si les échanges ne modifient pas nécessairement les points de vue, ils amènent néanmoins à considérer la position de l'autre.

Le G1000, expérience inédite, n'est pas voué dans l'immédiat à être répété. « *Le but était de mon-*

*trer que la démocratie que l'on souhaite n'est pas uniquement basée sur les élections mais également tournée vers ces citoyens qui ne font pas toujours entendre leur voix.* » Car in fine, « *l'enjeu, c'est comment on répartit au mieux le pouvoir.* » ■

PASCAL LORENT

### BRUXELLES

#### Le panel citoyen veut une mobilité moderne

Le panel citoyen organisé par le Parlement bruxellois, composé de 40 personnes tirées au sort, a terminé ses travaux et émis ses recommandations, ce dimanche après-midi, au terme de quatre journées d'échanges consacrées à la mobilité.

Les premiers souhaits portent sur l'information. Les citoyens souhaitent une centralisation des renseignements concernant l'offre de mobilité et une harmonisation de celle-ci par un service intégré. Les voiries et trottoirs doivent en outre être aménagés de façon à laisser place à tous les modes de déplacement. Autre demande : une carte Mobib élargie à l'ensemble des modes de transports en commun ou partagés et à l'utilisation des parkings de transit. Meilleure coordination des politiques de mobilité, moyens accrus pour la sécurité dans les transports en commun, zones 30 et limitation à 50 km/h sur les grands axes, péages autour de Bruxelles pour les non-Bruxellois avec parkings de transit proches des lignes de transports en commun, voilà autant d'idées dont se saisiront les députés régionaux.

P.L.T